

## **La politique de la ville dans le collimateur du rassemblement national**

La dissolution de l'assemblée nationale le 9 juin par Emmanuel Macron nous a plongés brutalement dans une nouvelle réalité où l'extrême droite est aux portes du pouvoir.

La politique de la ville est une politique de cohésion sociale et de solidarité envers les habitants des quartiers les plus pauvres. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine et à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens les plus fragiles.

Or l'extrême droite, c'est l'abrogation du principe d'égalité. L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir ne serait pas simplement l'aggravation de la situation sociale des plus précaires. Elle marquerait une rupture historique en renversant le principe de l'égalité de droit :

**La première proposition du programme du rassemblement national est de réserver les aides sociales aux français<sup>1</sup>** (handicap, pauvreté, personnes âgées, mineurs en danger, sans abris, etc.) et de conditionner à cinq années de travail en France l'accès aux prestations de solidarité, tandis que la priorité nationale s'appliquerait à l'accès au logement social et à l'emploi. Le RN prévoit également de supprimer la loi SRU. Il est fait état également de la suppression de la « discrimination positive en vigueur dans l'enseignement secondaire et supérieur », il s'agit ici du dispositif qui a pour but d'avantager les étudiants qui seraient défavorisés du fait de leur situation (sociale ou scolaire). Les Réseaux d'éducation prioritaire (REP) seront supprimés, seuls persistant les Réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+). La création d'un ministère des fraudes organiserait la chasse aux pauvres et étrangers.

Il ne s'agit pas ici de décrire un scénario inquiétant. L'obsession sécuritaire, la casse des services publics, la xénophobie et l'autoritarisme sont déjà à l'œuvre dans les dix villes gérées par le rassemblement national.

Une constante de ces municipalités d'extrême droite est l'abandon des quartiers populaires avec un désengagement de la politique de la ville et des structures sociales. A Fréjus, le dernier centre social a fermé l'an dernier. A Pontet, les aides au CCAS ont baissé et la gratuité de la garderie et de la cantine a été supprimé pour les familles les plus défavorisées. Dans les villes dirigées par le RN, la « fracture » promise par le RN a déjà eu de lourdes conséquences.

Il est donc temps de sortir de notre réserve, le danger est imminent pour celles et ceux qui vivent dans les quartiers populaires. Depuis 20 ans, RésO Villes, centre de ressources politique de la ville, œuvre aux côtés des professionnels et des élus de la politique de la ville pour plus d'égalité et pour l'amélioration du quotidien des plus précaires.

Nous, élu.es de RésO Villes, venant d'horizons politiques différents attachés aux valeurs démocratiques, à l'Etat de droit et à l'égalité républicaine, ne nous résignons pas à une défaite, celle des valeurs qui fondent le pacte politique français.

Pour toutes ces raisons, nous appelons à voter massivement contre le Rassemblement National le 7 juillet prochain.

### **Contact :**

Ouided AYAD, Directrice de RésO Villes – Tel : 02 40 58 02 03 – [webmestre@resovilles.com](mailto:webmestre@resovilles.com)

---

<sup>1</sup> [Les contradictions du programme social du Rassemblement national - Fondation Jean-Jaurès \(jean-jaures.org\)](https://www.jean-jaures.org/)